

derniers font-ils eux-mêmes partie d'un contexte *extérieur* plus vaste qui concernent aussi les superpuissances et dont les politiques d'achat constituent un volet ?

M. Kapur n'était pas d'accord pour dire que les relations axées sur les transferts d'armements maintenaient ou créaient *nécessairement* un état de dépendance stratégique. Dans certains cas, ces relations traduisent un large consensus dans l'État acheteur, et entre le fournisseur et l'acheteur, au sujet des menaces existantes et de l'orientation à donner à la politique étrangère et à la doctrine militaire (comme c'est le cas, par exemple, en Israël et au Pakistan). Dans d'autres cas, comme en Iran, il n'existe aucun consensus de ce genre, de sorte que les politiques d'achat d'armements peuvent effectivement créer une dépendance stratégique.

Enfin, M. Kapur a fait valoir que si les pays achètent des armements, c'est parce qu'ils y voient un *outil* pour assurer l'ordre intérieur, tenir en respect un voisin hostile, ou éviter les interventions extérieures. La force militaire (qui façonne les politiques d'achat d'armements) lui semblait être, surtout dans le cas des puissances régionales ou des zones de conflit, la condition *sine qua non* de la réalisation ou de la sauvegarde d'autres objectifs nationaux. M. Kapur a donc minimisé l'importance de la « dépendance stratégique » dans l'élaboration des politiques d'achat d'armements par les acheteurs et, par conséquent, l'influence exercée par les superpuissances à cet égard.

Un autre participant a fait observer que chaque acheteur avait des besoins et des intérêts propres en matière de sécurité ; cependant, les analystes avaient l'impression que les intérêts des superpuissances comptaient toujours d'une certaine manière dans tout ce contexte. Si des belligérants du tiers-monde tiennent à entretenir un conflit, ils le feront, malgré les désirs des fournisseurs d'armes. Mais la question à poser est la suivante : incombe-t-il aux superpuissances d'améliorer la situation ou d'éviter de l'exacerber ? La guerre irano-irakienne fournit un exemple typique à ce sujet : les superpuissances ont été incapables d'influer sur l'évolution du conflit, mais leurs politiques de transfert d'armements n'ont pas non plus permis d'améliorer la situation.

Un autre commentateur a projeté la question dans l'avenir et a émis l'idée que la demande d'armes restera élevée dans le tiers-monde. La pression démographique croissante (avec, en corollaire, des problèmes économiques), les échanges commerciaux en baisse et la désillusion devant les résultats obtenus au cours des premières décennies d'indépendance, voilà autant de facteurs qui vont contribuer à accroître l'instabilité intérieure et à créer une forte demande d'armes